

Toulouse, le 15 octobre 2019

MOINS DE FINANCES PUBLIQUES = MOINS DE SERVICES ET PLUS D'INJUSTICE

Des urgences dévastées, des classes surchargées, des transports délaissés ou inefficaces, des Finances publiques démantelées... Le « tout numérique » pour suppléer l'humain, c'est la politique mise en œuvre par le gouvernement. **Il faut évoluer et nous sommes les premiers à le revendiquer...**

Mais nous le faisons avec la volonté de rendre un meilleur service aux usagers et pas le seul objectif de supprimer toujours plus d'emplois.

Ce qu'ils appellent réorganisation ne rime qu'avec abandon...

Ce que nous appelons évolution rime avec lutte contre la fraude, accueil des usagers dans de bonnes conditions, prise en compte des situations, confidentialité, compétences, neutralité et indépendance...

Ce qu'ils nomment réorganisation via le « plan DARMANIN » c'est, en fait, des centaines de suppressions d'emplois et des transferts de missions au privé, sans que soit à aucun moment pris en compte notre rôle dans la société.



Demain il ne sera plus possible de rencontrer un agent des Finances publiques. Il ne sera plus possible de faire état de vos difficultés face à l'impôt. Il ne sera plus possible de poursuivre efficacement les fraudeurs.

Ne croyez pas aux sirènes gouvernementales qui vous vendent le « travailler mieux avec toujours moins de moyens ». Qui peut croire que moins d'infirmières améliore la prise en charge des patients ? Qui peut croire que moins d'instituteurs améliore la qualité de l'enseignement ? Et qui peut croire que moins d'agents des finances améliore la collecte de l'impôt ou l'aide aux collectivités locales ?

80 à 100 milliards de fraude fiscale annuelle, ce seul chiffre suffirait à motiver n'importe quel gouvernement honnête à donner les moyens d'un contrôle légitime. Mais, l'orientation de la fiscalité en direction des plus riches (baisse de l'impôt sur les sociétés, suppression de l'ISF, CICE...) montre, comme la baisse des moyens du contrôle, que ce gouvernement protège « les amis de son milieu ». **Ne pas nous donner ces moyens, c'est diminuer le contrôle au bénéfice des plus aisés.**

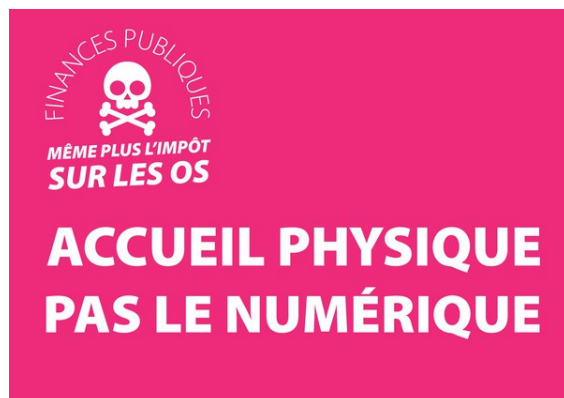
Le plan DARMANIN c'est la suppression de 197 trésoreries en Occitanie et 17 en Haute-Garonne mais aussi des abandons de mission...

Nombre d'élus nous ont rejoints dans la bataille pour leur sauvegarde, conscients, partout en France, que ce nouvel abandon de service public met en péril leurs territoires, met en difficulté leurs citoyens les plus fragiles.

Le gouvernement commence à reculer, à retarder, à tergiverser dans beaucoup d'endroits, tant la pression des élus s'amplifie. **Les citoyens doivent s'impliquer dans cette bataille.** C'est vous, au quotidien qui subissez les lenteurs pour joindre tel ou tel service public. C'est vous, au quotidien, qui subissez les longues files d'attentes aux urgences. C'est vous qui subissez les angoisses liées aux difficultés de votre connexion internet, quand vous en avez une ou que vous la maîtrisez.

Rien ne remplacera l'humain et une écoute personnalisée attentive.

Rien ne remplacera l'intervention d'agents compétents pour répondre à vos préoccupations. **S'il y a des économies à faire, ce ne doit pas être sur le dos des agents et des citoyens usagers des Finances publiques...** Aux Finances, on sait que de l'argent, il y en a. **Donnez-nous les moyens juridiques, matériels et humains et nous rapporterons 100 fois plus que nous coûterons...**



Le modèle de société que nous connaissons et qui a construit ce qu'est la France aujourd'hui, est attaqué de toutes parts : privatisation des aéroports ou des barrages hydrauliques (sans un regard sur le scandale de celle des autoroutes...) Les intérêts privés sont clairement promus au détriment de l'intérêt général ... C'est la société que prépare M. Macron pour tourner le dos au siècle des lumières et au modèle social français.

La refonte de l'administration des Finances publiques montre aisément ces orientations gouvernementales... **Moins de présence sur les territoires, privatisation d'un maximum d'activités** (comme si une entreprise privée se souciait principalement de l'intérêt général...) C'est par exemple le cas de l'encaissement d'impôts et taxes par les buralistes juste avant... la privatisation de la Française des Jeux !!! C'est tout autant le cas avec le prélèvement de l'impôt à la source par les entreprises, le transfert aux notaires du fichier immobilier, du cadastre à l'Institut Géographique National ou de missions au service des collectivités locales.

Nous, agents des Finances publiques, sommes déterminés à sauver notre administration et ses missions à votre service. Nous avons besoin de tous les citoyens et de tous les élus pour mener cette bataille. Nous devons nous rassembler et unir nos forces pour créer les conditions de la victoire dans ce combat.



Ensemble, nous gagnerons la société humaniste, solidaire et sociale dont le pays et ses habitants ont besoin.